

de ruisseaux, et il est plus difficile, dans cette région, d'ouvrir des chemins que dans le district situé plus au sud où les obstacles naturels tels qu'endroits accidentés, lieux escarpés, fondrières, etc., sont moins nombreux. Notre premier ministre (M. Haultain), président du Conseil du Nord-Ouest, est venu ici, l'année dernière, et M. Ross, du gouvernement d'Ontario, y est venu également. Le premier est conservateur et l'autre un libéral, et vous êtes, sans doute, portés à croire que ces deux membres du gouvernement, l'un conservateur, l'autre réformiste, ont pu obtenir l'adhésion des deux partis. Ces deux ministres sont venus ici; mais n'ont pu faire augmenter la subvention accordée jusqu'à présent aux territoires. Le premier ministre Haultain a déclaré dans deux discours qu'il a prononcés en exposant sa nouvelle politique, que son gouvernement avait atteint le point extrême que lui permettait d'atteindre son attache, ou le point où il lui fallait faire le saut périlleux; qu'il ne pouvait plus obtenir d'autre octroi du gouvernement fédéral, et qu'il se voyait dans l'obligation de recourir à la taxe directe, ou de faire moins de dépenses pour les écoles, les chemins et les ponts. Sous notre système de gouvernement, nous avons été investis, de temps à autre, de pouvoirs de plus en plus étendus, de sorte que nous possédons aujourd'hui, tous les pouvoirs d'une province à l'exception de celui d'émettre des débentures, ou de faire des emprunts, et d'accorder des chartes de chemins de fer. Nous avons le pouvoir de créer des municipalités et de pourvoir aux autres besoins des territoires, moins l'exception que je viens de faire, c'est-à-dire, le pouvoir de contracter des emprunts par voie de débentures ou autrement. Nous ne pouvons pas disposer des terres de la Couronne, ni du bois de construction, ni des mines. En réalité nous ne possédons aucune ressource, nous permettant de prélever un seul dollar, si ce n'est la ressource des licences d'hôtels, des tables de billard et autres petites sources de revenu. La balance des fonds dont nous avons besoin pour faire face aux exigences doit venir du gouvernement fédéral qui contrôle toutes les ressources naturelles des Territoires du Nord-Ouest. J'expose ces faits dans le but de fournir au gouvernement des renseignements sur les besoins des Territoires du

Hon. M. PERLEY.

Nord-Ouest. J'expose ces faits dans le but de fournir au gouvernement des renseignements sur les besoins des Territoires du Nord-Ouest. Le premier ministre Haultain a prononcé récemment à Yorkton un discours dans lequel il a déclaré que le gouvernement des Territoires ferait des élections après la présente session du Conseil du Nord-Ouest; qu'il soumettrait au peuple une nouvelle politique, et que cette politique est l'organisation d'un gouvernement provincial. Il a ajouté que cette politique lui était imposée par le fait que le gouvernement d'Ottawa avait refusé de lui accorder une subvention plus élevée; qu'il était obligé d'aller jusqu'au bout de son attache; de franchir le fossé; qu'il lui fallait ou plus d'argent du gouvernement d'Ottawa, ou des pouvoirs plus étendus au moyen desquels il pourra taxer le peuple ou réduire les allocations aux écoles, discontinuer de construire des chemins et des ponts. Telles sont les déclarations faites par le premier ministre dans un discours prononcé à Yorkton, et dans un autre discours prononcé à Oxbow.

L'état de choses décrit dans ce discours est déplorable. Nous aurons bientôt une élection générale, et, en ma qualité de conservateur, la meilleure tactique que je devrai suivre sera de ne pas mentionner ces faits, parce que, en les mentionnant, cela pourrait contribuer à défaire les candidats du gouvernement fédéral actuel. Ce serait, en effet, une chose des plus déplorables pour ce gouvernement de laisser dire dans le Nord-Ouest que, bien que le gouvernement fédéral possède toutes les ressources du Nord-Ouest, il refuse au gouvernement des Territoires l'argent dont il a besoin pour l'administration des affaires locales; que le gouvernement fédéral envoie des immigrés dans des endroits où il est nécessaire d'ouvrir des chemins, de construire des ponts, d'établir et entretenir des écoles pour ces immigrés, et que, cependant, il refuse d'accorder les fonds requis pour faire face à ces besoins. Je suis avant tout un patriote, et ne suis un homme de parti qu'en second lieu. Ce que je dis présentement au gouvernement n'a d'autre objet que de tirer le peuple des Territoires du Nord-Ouest de l'impasse dans lequel il se trouve, parce que la majorité des habitants du Nord-Ouest ne veut pas être placée dans l'obligation d'assumer toute la responsabilité d'une autonomie provinciale et être as-